



Assemblée générale

Distr. générale
30 juin 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-sixième session

11-29 septembre 2017

Point 2 et 3 de l'ordre du jour provisoire

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport à mi-parcours sur la mise en œuvre de la troisième phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Résumé

En application de la résolution 27/12 du Conseil des droits de l'homme, le présent rapport donne un aperçu des mesures prises au 1^{er} janvier 2015 dans le contexte de la troisième phase (2015-2019) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Il synthétise les renseignements reçus de 20 États sur 36 et de 18 institutions nationales des droits de l'homme et propose certaines conclusions en vue de poursuivre la promotion de l'éducation et de la formation dans le domaine des droits de l'homme.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 59/113A, l'Assemblée générale a proclamé le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, afin de faire avancer l'exécution des programmes d'éducation en matière de droits de l'homme dans tous les secteurs. Le Programme mondial est structuré en phases successives, chaque phase ciblant des secteurs spécifiques. La première phase (2005-2009) portait sur la prise en compte des droits de l'homme dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire, et la deuxième (2010-2014) sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans l'enseignement supérieur et sur la formation aux droits de l'homme des enseignants, éducateurs, fonctionnaires, responsables de l'application des lois et militaires. Les première et deuxième phases ont été évaluées, respectivement en 2010 et 2015.

2. Dans sa résolution 24/15, le Conseil des droits de l'homme a décidé que la troisième phase du Programme mondial (2015-2019) porterait principalement sur le renforcement des deux premières phases et sur la promotion de la formation aux droits de l'homme à l'intention des professionnels des médias et des journalistes. Il a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) d'élaborer un plan d'action (A/HRC/27/28), contenant des conseils pratiques pour une mise en œuvre à l'échelon national. Dans sa résolution 27/12, le Conseil des droits de l'homme a adopté le plan d'action, encouragé les États à le mettre en œuvre et prié le HCDH de lui soumettre un rapport à mi-parcours sur la mise en œuvre de la troisième phase à sa trente-sixième session.

3. Le HCDH a, respectivement en janvier et février 2017, envoyé des notes verbales aux États et des lettres aux institutions nationales des droits de l'homme, les invitant à lui communiquer les informations pertinentes. Au 18 mai 2017, 20 gouvernements et 18 institutions nationales des droits de l'homme de 36 pays avaient répondu (voir annexe)¹.

4. Le présent rapport donne un aperçu des mesures nationales entreprises jusqu'à janvier 2015. Il reprend la structure du plan d'action pour la troisième phase du Programme mondial, avec, en première partie, une présentation des mesures prises pour renforcer l'enseignement des droits de l'homme et la formation aux droits de l'homme dans les secteurs ciblés par les deux premières phases et, en seconde partie, une présentation des mesures prises pour promouvoir la formation aux droits de l'homme à l'intention des professionnels des médias et des journalistes. Enfin, il s'achève sur des conclusions concernant la suite de la mise en œuvre.

II. Mesures prises au niveau national pour renforcer la mise en œuvre des deux premières phases du Programme mondial

A. Stratégies et plans d'action nationaux

5. Un certain nombre d'États ont rendu compte de leur stratégie d'ensemble ou de leur plan d'action en faveur de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Dans l'État plurinational de Bolivie, la politique plurinationale des droits de l'homme pour 2015-2020 a été bâtie sur les résultats du plan plurinational d'éducation dans le domaine des droits de l'homme pour 2009-2013, élaboré par le Ministère de l'éducation en coordination avec le Ministère de la justice et le Bureau du Médiateur et avec l'appui technique du HCDH. En Finlande, le plan national d'action sur les droits fondamentaux et les droits de l'homme de 2017, élaboré avec le concours du Centre finlandais des droits de l'homme, s'articulait autour de quatre grandes thématiques, dont l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. L'Italie a présenté un plan national d'action, approuvé par décret présidentiel en

¹ Les réponses seront publiées sur le site Web du HCDH, à l'adresse : www.ohchr.org/EN/Issues/Education/Training/WPHRE/ThirdPhase/Pages/ProgressReport3rdPhase.aspx.

2016, portant sur les droits de l'enfant et ayant pour but d'améliorer la qualité de l'enseignement et la formation des enseignants. La Namibie a indiqué que le cadre de mise en œuvre 2015-2016 du plan national d'action en faveur des droits de l'homme comprenait des activités destinées à prendre en compte les droits de l'homme à tous les niveaux du système éducatif.

6. En 2017, en Argentine, le Bureau du Médiateur a engagé l'élaboration et l'exécution d'un programme d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ciblant tous les niveaux du système d'enseignement, ainsi que les enseignants, les administrateurs et les organisations non gouvernementales (ONG). En 2016, le Guatemala a associé les organisations de la société civile à une évaluation de sa politique nationale des droits de l'homme (2006-2015), visant à intégrer l'enseignement des droits de l'homme à tous les niveaux du système d'enseignement et à la formation des fonctionnaires. Cette évaluation a mis en évidence la nécessité de faire de la formation des fonctionnaires aux droits de l'homme une priorité dans le contexte de la prochaine politique des droits de l'homme prévue pour 2018. Le Honduras a présenté un programme global d'éducation dans le domaine des droits de l'homme prévoyant des cours de formation des formateurs, des évaluations de suivi et l'élaboration de matériels pédagogiques. En 2015-2016, plus de 23 000 personnes ont bénéficié de ce programme, notamment des étudiants, des fonctionnaires, des responsables de l'application des lois, des militaires, des détenus, des membres du secteur privé, des organisations de la société civile et des professionnels des médias. En Uruguay, un plan national d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, élaboré dans le cadre d'un large processus consultatif et portant sur l'enseignement primaire, secondaire et supérieur et sur la formation professionnelle, a été approuvé en 2016 ; son exécution sera évaluée en 2018.

B. Systèmes d'enseignement primaire et secondaire

Politiques et mesures de mise en œuvre s'y rapportant

7. Certains pays ont décrit des politiques et des cadres juridiques tendant à promouvoir la prise en compte de l'enseignement des droits de l'homme dans leur système scolaire. En Slovaquie, la loi qui couvre l'enseignement primaire et secondaire comporte des objectifs relatifs à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui constitue aussi un des axes prioritaires de la stratégie menée par le pays depuis 2015 en matière d'affaires étrangères. La Pologne a indiqué que dans le cadre de la réforme structurelle de son système éducatif réalisée en 2016, le Ministère de l'éducation nationale avait élaboré des nouveaux programmes de base, dont la promotion du respect des droits de l'homme constituait un des principaux objectifs, et qui spécifiaient les contenus de l'enseignement dans le domaine des droits de l'homme. L'Italie a décrit la législation relative à la réforme scolaire qu'elle avait adoptée en 2015, laquelle visait à promouvoir le droit à l'éducation et à améliorer la qualité de l'enseignement, notamment grâce à l'enseignement des principes relatifs aux droits de l'homme. Au Chili, la réforme du système éducatif en cours depuis 2014 a été l'occasion d'intégrer l'enseignement des droits de l'homme aux programmes, en particulier grâce à la loi 20911 de 2016 établissant le plan d'éducation civique. Ce plan rétablit l'éducation civique et citoyenne comme matière obligatoire à l'école et dans le cadre de la formation pédagogique et de la formation continue des enseignants à l'échelon national. Il s'agit d'un projet mené conjointement avec un certain nombre d'universités. Parmi les thèmes couverts figurent notamment l'enseignement interculturel, particulièrement en ce qui concerne les peuples autochtones et les migrants, la promotion de la lutte contre les stéréotypes et préjugés sexistes et des stratégies favorisant l'inclusion des personnes handicapées.

8. En Allemagne, l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, la tolérance et la citoyenneté démocratique sont des valeurs fondamentales inscrites dans la loi fédérale : chaque Land détermine les matières dont le contenu met un accent spécifique sur les droits de l'homme et équipe les écoles en outils et manuels nécessaires. La conférence permanente des ministres de l'éducation et des affaires culturelles des Länder n'a eu de cesse d'insister sur l'importance de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et de mobiliser les Länder pour qu'ils adoptent les ordonnances et décrets requis en la matière.

La Namibie a présenté des lois et cadres nationaux visant à promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et la création d'un environnement scolaire sûr et propice à l'apprentissage, notamment la loi de 2015 sur l'éducation, la loi de 2015 sur la prise en charge et la protection des enfants, le cadre national pour des écoles sûres et le programme intégré de santé scolaire de 2016. La Serbie a présenté sa stratégie 2020 pour le développement de l'éducation et la loi sur les fondements du système éducatif, qui établissent un cadre propice à un enseignement de qualité accessible à tous et non discriminatoire et qui prennent en compte l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. En 2015, le Mexique a révisé son guide sur l'élaboration et la publication de règles d'application des programmes d'enseignement de façon à y intégrer les principes relatifs à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme. Dans le contexte de la réforme en cours, il a révisé le contenu, la méthode et les manuels utilisés pour l'enseignement de l'éducation civique et éthique de façon à assurer la prise en compte des thématiques des droits de l'homme et de l'égalité des sexes. En 2016, ces mêmes thématiques ont été intégrées dans diverses matières de l'enseignement secondaire.

9. L'Institut danois des droits de l'homme a indiqué qu'en 2016, les droits de l'homme avaient été incorporés aux objectifs des lycées danois grâce à l'adoption d'une nouvelle loi instituant le développement et le renforcement de la connaissance et du respect des droits de l'homme dans tous les programmes d'enseignement secondaire du second cycle, ainsi que dans tous les programmes d'enseignement général, commercial et technique et ceux des classes préparatoires à l'enseignement supérieur. Il a également présenté un plan d'action adopté par le Gouvernement dans le but de prévenir et combattre le harcèlement à l'école, ainsi qu'une nouvelle loi entrée en vigueur en 2017, qui étend la protection contre le harcèlement aux enfants et aux adolescents. S'appuyant sur une enquête consacrée à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans les écoles secondaires de formation professionnelle, les Pays-Bas ont adopté un décret relatif aux examens et qualifications requises en matière de formation professionnelle, qui impose l'enseignement des droits de l'homme dans les programmes à partir de 2016. La Commission nationale coréenne des droits de l'homme a signalé que l'intensification des efforts en faveur de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, observée en 2016, s'expliquait en partie par un amendement à la loi sur la protection sociale des personnes handicapées qui instaurait une formation obligatoire portant sur les droits des personnes handicapées. L'État plurinational de Bolivie a présenté une série de lois adoptées à l'appui de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

10. Au Guatemala, dans une étude réalisée en 2015, le Service du Procureur aux droits de l'homme a constaté que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme était absente du système d'enseignement. En 2016, un groupe d'experts composé de représentants du Service du Procureur, de l'Institut international pour la réconciliation sociale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du HCDH, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du bureau des droits de l'homme de l'archevêché guatémaltèque a, en coopération avec les organisations de la société civile, présenté au Ministère de l'éducation un plan de développement de l'éducation civique. Ce plan comprend des guides pédagogiques sur des thèmes tels que la mémoire historique, le multiculturalisme ou les droits de l'homme, qui seront introduits à titre expérimental en 2017 avec la participation de 1 200 enseignants. Le Service du Procureur a également soumis des informations concernant les programmes connexes signalés par le Ministère de l'éducation, notamment la stratégie nationale d'éducation civique, qui porte sur la formation des enseignants, le développement des contenus pédagogiques, le suivi et l'évaluation.

Processus et outils d'enseignement et d'apprentissage

11. Plusieurs États ont indiqué que les droits de l'homme étaient enseignés dans les écoles primaires et secondaires. En Bosnie-Herzégovine, un cours intitulé « Démocratie et droits de l'homme » a été inscrit à l'enseignement extrascolaire des écoles primaires et secondaires. Dans les écoles secondaires de la Fédération de Russie, l'enseignement des sciences sociales et de l'histoire comporte des modules consacrés aux principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes juridiques et aux mécanismes efficaces de protection des droits de l'homme. Il vise à développer chez les élèves le sens de l'analyse critique face aux

situations relatives aux droits de l'homme et à les faire dialoguer de façon constructive pour résoudre les conflits. La Serbie a adopté un nouveau programme scolaire qui comporte une matière intitulée « éducation civique et droits de l'homme » et elle a doté les enseignants des moyens d'intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans tous les cours. La Commission azerbaïdjanaise des droits de l'homme a présenté un programme éducatif à l'intention des élèves de l'enseignement secondaire, mis en œuvre avec l'appui du Ministère de l'éducation. Consacré aux droits de l'enfant et basé sur la communication entre pairs, ce programme vise à apprendre aux élèves à mener des discussions sur les droits de l'homme auprès des élèves des classes de niveau inférieur. En Argentine, les droits de l'homme ont été inclus sous forme de contenu transversal à diverses matières enseignées à l'école primaire, et ils figurent de façon plus spécifique dans l'enseignement civique et de l'éthique dans les écoles secondaires ; le Bureau du Médiateur a présenté divers projets, notamment *La defensoría en la educación*, dans le cadre duquel les élèves de l'enseignement secondaire débattent de questions telles que l'égalité de genre et la discrimination sexiste, et une campagne sur la traite des êtres humains qui s'adresse également aux élèves de l'enseignement secondaire.

12. Certains États ont également présenté les travaux entrepris par leur ministère de l'éducation respectif dans le but de réviser les programmes scolaires nationaux. En Namibie, le Ministère de l'éducation, des arts et de la culture a révisé le programme scolaire national d'acquisition des compétences pratiques, qui prend désormais en compte l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et couvre des thématiques telles que le respect de la diversité et la liberté religieuse. En Allemagne, des mesures en faveur de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ont été prises dans le contexte de la réforme des programmes-cadres et des directives. Au Qatar, le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur a fait en sorte que les principes relatifs aux droits de l'homme, aux droits des femmes, aux droits de l'enfant et au droit international humanitaire soient pris en compte par les programmes nationaux d'enseignement. Le Centre finlandais des droits de l'homme a indiqué que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme avait été intégrée au nouveau programme d'enseignement élémentaire. Aux termes d'un mémorandum d'accord conclu avec le Ministère de l'éducation, la Commission indépendante des droits de l'homme d'Afghanistan a aidé le Ministère à faire intégrer l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans les programmes scolaires à tous les niveaux. Au Honduras, en 2015-2016, un accord conclu entre le Secrétariat aux droits de l'homme, à la justice, à la gouvernance et à la décentralisation et le Secrétariat à l'éducation a entraîné la révision du programme national d'enseignement élémentaire, engagée afin de prendre en compte l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, notamment dans le but de prévenir la violence en milieu scolaire. L'Institut danois des droits de l'homme a signalé le rapport établi en 2016 par l'ancien Ministre de l'enfance, de l'éducation et de l'égalité des sexes, dans lequel étaient énoncées des recommandations visant à améliorer le programme pédagogique des structures d'accueil de jour sur la base des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant.

13. Des actions ont également été engagées pour adapter les programmes scolaires aux évolutions de la société, notamment dans le contexte de l'afflux de migrants et de réfugiés. En Allemagne, face à l'arrivée massive de réfugiés au cours des deux dernières années, les organisations de défense des migrants et les éditeurs de manuels scolaires ont adopté une déclaration conjointe relative à la présentation de la diversité culturelle, de l'intégration et du phénomène migratoire dans les contenus éducatifs tels que les manuels scolaires. La Serbie parachève actuellement un manuel scolaire, ainsi qu'un programme spécifique de formation des enseignants, dans le but de mettre en place des dispositifs d'appui aux enfants migrants et réfugiés. La Slovénie a établi et diffusé à 40 000 exemplaires une brochure intitulée *Enfants réfugiés* destinée à sensibiliser aux droits de l'enfant réfugié. Depuis 2005, dans le cadre du projet « Nos droits », le Ministère des affaires étrangères appuie l'éducation dans le domaine des droits de l'homme au bénéfice de quelque 190 000 enfants répartis dans 26 pays.

14. Certains États ont mis en œuvre des initiatives spécifiques. En Serbie, un programme de renforcement des capacités portant sur les principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, y compris le respect des droits de l'enfant, la prévention de la discrimination et de la violence et la promotion de la participation des étudiants aux

processus décisionnels, a été élaboré à l'intention des commissions interministérielles. Dix écoles pilotes ont participé à ce programme et élaboré un plan d'action par établissement pour améliorer la protection des droits de l'enfant. En Équateur, dans le cadre d'un accord conclu avec le Ministère de l'éducation concernant son programme pour la participation des étudiants, le Bureau du Médiateur a élaboré un manuel pour la promotion des droits de l'homme auprès des adolescents âgés de 14 à 18 ans. En Italie, en 2015, le Ministère de l'éducation, des universités et de la recherche a signé avec Cittadinanzattiva, organisation de la société civile qui promeut la participation citoyenne, un mémorandum d'accord destiné à améliorer les programmes d'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté. En Argentine, en 2015, le Ministère de la justice et des droits de l'homme a publié *Yo me juego por mis derechos*, un guide ludique qui s'adresse aux enfants et aux adolescents, dans le but de leur enseigner les droits de l'homme. Ce guide est également disponible sur Internet. Le Qatar a également indiqué que son Ministère de la culture, des arts et du patrimoine menait des programmes destinés à promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

15. Certains pays ont décrit les efforts engagés dans le domaine de la recherche et du partage des connaissances. La Serbie a réalisé une étude sur la violence sexiste en milieu scolaire afin de définir des stratégies de prévention et d'intervention. Le Centre finlandais des droits de l'homme a indiqué qu'il avait réalisé en 2012 une étude nationale de référence sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, étude qui oriente ses travaux aujourd'hui encore. En Hongrie, en 2015, le Commissariat aux droits fondamentaux a créé une équipe spéciale composée des directeurs de plusieurs institutions, qui se réunit au moins une fois par an pour échanger des données d'expérience en matière d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, particulièrement en ce qui concerne les enfants et les adolescents. La Commission nationale coréenne des droits de l'homme organise chaque année un conseil national pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en milieu scolaire, regroupant des spécialistes de la question issus du Ministère de l'éducation et de 17 bureaux de l'éducation provinciaux et municipaux, lesquels mettent en commun des bonnes pratiques et recensent les possibilités de coopération. La Commission a réalisé une étude des enseignements relatifs aux droits de l'homme dispensés dans 300 universités, étude dont les résultats et les recommandations ont été présentés au conseil de l'éducation. Elle a également créé six centres d'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans tout le pays. Au Mexique, des outils ont été élaborés pour mener des enquêtes sur la vie en milieu scolaire, notamment sur les questions relatives à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme. En 2016, les services éducatifs ont mené une enquête sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans les écoles secondaires. En Égypte, le Conseil national aux droits de l'homme a organisé, conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), un certain nombre d'activités de formation destinées aux enseignants, notamment des ateliers dont le but était de mettre en commun des données d'expérience.

Formation et perfectionnement professionnel des enseignants et autres personnels

16. Plusieurs États ont fait observer dans leur réponse que les droits de l'homme avaient été intégrés dans la formation des enseignants. La Pologne a souligné l'existence de programmes de formation et d'activités qui sont organisés par le Ministère de l'éducation nationale à l'intention des enseignants et visent à leur permettre d'approfondir leur connaissance des droits de l'homme et les compétences dont ils doivent disposer pour assurer une éducation dans ce domaine. En partenariat avec le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'éducation nationale a également élaboré un cours de formation en ligne destiné aux enseignants qui porte sur l'éducation pour tous et dont un module est spécifiquement consacré à la participation et aux questions relatives aux droits de l'homme. En Israël, le Ministère de l'éducation a mis en œuvre à l'intention des enseignants un certain nombre de programmes de formation dont l'objectif est de promouvoir la connaissance des droits de l'homme, l'égalité, la tolérance et la cohabitation entre les élèves, ainsi que de former les enseignants à faire face au racisme et à utiliser efficacement les supports pédagogiques d'éducation aux droits de l'homme. L'Allemagne a indiqué que la plupart des Länder avaient pris des mesures visant spécifiquement à intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans la formation en cours d'emploi des enseignants. Des

institutions de l'enseignement supérieur ont également reçu un soutien du Gouvernement fédéral pour mettre au point des concepts de formation des enseignants qui soient novateurs et pour améliorer la qualité de la formation qui leur est dispensée, notamment en y intégrant des questions relatives à la diversité et à l'éducation inclusive, dans le contexte d'une population de réfugiés en augmentation. L'Uruguay a mis en place différents projets visant à promouvoir l'éducation des enseignants et des éducateurs dans le domaine des droits de l'homme ; en 2016, les autorités chargées de l'éducation ont approuvé un document intitulé « Éléments de base et orientation de la proposition de 2017 », qui concerne la formation de tous les enseignants et éducateurs du pays et fait des droits de l'homme l'un des axes principaux, avec la diversité et l'éducation sexuelle, de l'ensemble des programmes dans ce domaine.

17. Certains États ont mis en avant dans leur réponse l'existence d'initiatives particulières à l'intention des enseignants et des éducateurs. Le Médiateur de l'Équateur a ainsi mis au point un programme de formation des enseignants aux droits de l'homme visant à les doter des compétences méthodologiques, ainsi que de la capacité dont ils ont besoin pour détecter dans le cadre de leur travail les cas de vulnérabilités sur le plan des droits de l'homme et les signaler au Médiateur. Environ 140 enseignants de différentes régions ont participé à ce programme qui s'est déroulé en deux phases, à savoir d'abord un cours présentiel, ensuite un module de formation à distance visant à renforcer les acquis grâce à la poursuite de la réflexion et à des exercices pratiques. Grâce à son réseau d'éducateur baptisé CIVITAS, la Bosnie-Herzégovine a formé 37 170 enseignants à l'enseignement de la démocratie et des droits de l'homme par des méthodes interactives. La Commission des droits de l'homme de l'Ouganda a fait état de la formation qu'elle dispense aux enseignants dans les domaines des droits de l'homme, des droits de l'enfant, du droit à l'éducation et des droits de l'homme des groupes vulnérables. La Serbie a relevé que la formation des enseignants incluait des questions comme l'égalité et le respect de la diversité et que ces thèmes figuraient au programme d'un master sur la politique de l'éducation nouvellement créé au sein des Universités de Belgrade et Kragujevac. Elle a aussi mentionné l'existence d'un certain nombre de programmes de formation aux droits de l'homme destinés aux enseignants, notamment le projet relatif à l'éducation dans le domaine des droits de l'enfant porté par le Centre pour les droits de l'enfant d'Užice qui dispense des formations aux enseignants tant sur les droits de l'enfant que sur des sujets connexes. La Commission nationale des droits de l'homme de Corée a organisé un certain nombre de sessions de formation de huit jours à l'intention d'enseignants et d'éducateurs, dont les diplômés sont venus constituer une réserve de formateurs aux droits de l'homme. Elle a également organisé un atelier à l'intention d'enseignants, d'éducateurs, d'auteurs de manuels scolaires et d'agents des collectivités locales sur l'élaboration de manuels respectueux des droits de l'homme, en s'appuyant sur une étude qu'elle avait menée en 2015 sur la manière dont les manuels scolaires rendent compte de la discrimination et des violations des droits de l'homme. Monaco a indiqué que ses enseignants étaient formés en France, où sont prévus des modules consacrés à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Le Mexique a fait état de l'existence d'une multitude d'activités destinées au personnel des établissements scolaires dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme, il a notamment souligné qu'en 2015 plus de 160 000 membres du personnel enseignant, administratif et d'encadrement du Ministère de l'éducation publique avaient reçu une formation sur des questions comme l'égalité de genre, la violence sexiste, la discrimination et le harcèlement sexuel ou encore les droits de l'homme. En 2015-2016, dans le cadre du programme de perfectionnement professionnel à l'intention des enseignants, plus de 60 000 enseignants et autres membres du personnel des établissements scolaires, y compris des inspecteurs et des surveillants, ont participé à des sessions de formation sur l'égalité de genre, les droits de l'homme, l'enseignement interculturel et l'éradication de la violence. Le Programme national de coexistence scolaire, mis en œuvre dans le cadre de la politique nationale de promotion de l'éradication des brimades à l'école, a permis de promouvoir la formation aux droits de l'homme du personnel des établissements scolaires et l'élaboration de supports à cet effet. En Argentine, dans le cadre de son Institut national de formation des enseignants, le Ministère de l'éducation et des sports a mis en place une nouvelle spécialisation poussée en éducation et droits de l'homme à l'intention des enseignants de tous les niveaux, dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec le Ministère de la justice et des droits de l'homme.

18. De nombreux pays ont décrit les mesures qu'ils ont prises en vue d'élaborer et de diffuser une documentation et des supports pédagogiques destinés à la formation et au perfectionnement professionnel des enseignants. L'Institut danois pour les droits de l'homme a souligné qu'il collaborait avec des écoles normales en vue de mettre au point un cours facultatif sur l'enseignement des droits de l'homme, qui est proposé à ce jour dans deux écoles normales. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme a élaboré un dossier pédagogique destiné aux établissements d'enseignement secondaire, intitulé *Equal rights, equal respect* (mêmes droits, même respect), qui se compose de plans de cours, de vidéos et d'autres ressources à l'usage des enseignants. La Serbie a œuvré avec l'UNICEF à la mise au point et à la traduction d'un ensemble de 14 manuels professionnels sur l'éducation inclusive fondée sur le respect des droits de l'homme et mettant l'accent sur les droits de l'enfant et des élèves souffrant de handicaps. Elle a aussi élaboré des manuels de formation à l'intention des enseignants et portant sur les droits de l'enfant et la prévention de la violence sexiste à l'école et créé une plateforme internet de ressources destinées à aider les enseignants. En collaboration avec des organisations œuvrant dans le domaine des droits de l'homme et de l'éducation, l'Institut néerlandais des droits de l'homme s'est engagé dans la mise au point d'une boîte à outils pour l'enseignement des droits de l'homme dans les établissements scolaires, qui devrait être mise en service en 2017. En 2016, le Centre finlandais des droits de l'homme a fait une priorité de l'élaboration de supports d'éducation aux droits de l'homme pour les enseignants et les fonctionnaires, comprenant notamment une documentation sur les nouveaux programmes nationaux d'enseignement fondamental et une série de conférences sur les questions et mécanismes relatifs aux droits de l'homme à l'intention des enseignants, des journalistes et des fonctionnaires. En Hongrie, le Commissariat aux droits fondamentaux a créé une plateforme Internet thématique dédiée aux droits de l'enfant, sur laquelle on trouve une large gamme de documents informatifs et pédagogiques à l'usage des enseignants comme des parents. La Commission nationale des droits de l'homme de Corée a mis au point et diffusé du matériel d'enseignement des droits de l'homme, notamment des manuels, des supports pédagogiques, des cours et autres ressources en ligne, pour les enseignants et les éducateurs ; elle s'est également efforcée de veiller à ce que certains de ces supports soient accessibles aux personnes handicapées.

19. Certains États ont indiqué que le respect des droits de l'homme faisait partie intégrante du processus d'accréditation et du code de conduite des enseignants. En Serbie, par exemple, les normes applicables à la profession d'enseignant, adoptées en 2011, insistent sur la responsabilité qui incombe aux enseignants de mettre en pratique les valeurs des droits de l'homme dans leurs cours et de promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. L'Institut pour l'amélioration de l'éducation, chargé de valider les programmes de perfectionnement professionnel, a également approuvé récemment huit programmes relatifs à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

L'environnement éducatif

20. Des efforts ont aussi été déployés dans le cadre de programmes périscolaires promouvant des environnements éducatifs favorisant l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Dans les écoles allemandes, les élèves ont la possibilité de participer activement à la prise de décisions, ce qui encourage l'exercice des droits de l'homme au quotidien. En Ouganda, la Commission des droits de l'homme a apporté son appui aux clubs voués aux droits de l'homme et à la paix qui ont été créés dans les établissements d'enseignement secondaire et mènent des activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, par des pièces de théâtre, des débats, de la musique, ou encore des actions de sensibilisation au niveau local et des émissions-débats à la radio. La Commission nationale des droits de l'homme de Corée a signé des mémorandums d'accord avec les services éducatifs de différentes villes d'importance régionale et des métropoles en vue de créer des écoles respectueuses des droits de l'homme, de promouvoir des environnements d'apprentissage sécurisants et de mettre en œuvre des programmes communs d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Elle a également organisé des activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme à l'intention de clubs sportifs afin de promouvoir une culture du sport respectueuse de ces droits dans les établissements scolaires. Le Centre national slovaque des droits de l'homme a organisé des activités d'éducation aux droits de

l'homme dans les écoles primaires et secondaires et dispensé des formations dans le cadre de son projet éducatif en faveur des communautés roms, en vue de sensibiliser ces dernières aux questions relatives à la non-discrimination, à la législation du travail et à la traite des êtres humains. Le Conseil national pour les droits de l'homme de l'Égypte a organisé, en partenariat avec le Ministère de l'éducation, un certain nombre d'activités éducatives, parmi lesquelles des jeux sur les droits de l'homme pour les enfants. En Israël, le Ministère de l'éducation célèbre chaque année la Journée des droits de l'homme, en mettant à l'honneur une nouvelle question touchant à ces droits à chaque édition ; un programme d'enseignement ainsi que des supports pédagogiques sont élaborés sur les questions correspondantes tant en arabe qu'en hébreu.

21. La Pologne a mis en avant un projet visant à créer un espace de dialogue entre les jeunes Polonais et Israéliens par l'intermédiaire d'activités éducatives destinées à combattre l'antisémitisme, le racisme et l'intolérance. Israël a facilité les échanges entre des élèves juifs et arabes grâce à un certain nombre de programmes, parmi lesquels le programme « Vivre ensemble », dans le cadre duquel des élèves juifs et arabes ont organisé ensemble des activités pédagogiques sur la tolérance et la compréhension mutuelle et y ont participé, ou le programme *Ya salam*, comprenant des cours d'hébreu et d'arabe communs dans des écoles juives et des écoles arabes pour que les élèves puissent découvrir la langue et la culture de l'autre. La Fédération de Russie a fait état de l'organisation d'activités périscolaires permettant des échanges entre des élèves et des responsables de l'application des lois sur des thèmes juridiques. En Hongrie, le Commissariat aux droits fondamentaux a collaboré avec le Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe pour former dans le domaine des droits de l'homme des jeunes et des éducateurs travaillant auprès de ceux-ci, notamment en ce qui concerne le droit des enfants appartenant à des minorités et la lutte contre les discours de haine sur Internet. En Serbie, tous les centres d'accueil dans lesquels sont enregistrés des enfants migrants ou réfugiés ont créé des espaces qui leur sont destinés et dans lesquels des activités éducatives et un soutien psychosocial adapté aux enfants et aux jeunes leur sont proposés. En Uruguay, différents projets d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ont été mis en place à l'intention des enfants et des jeunes, hors du cadre scolaire, par exemple dans des centres communautaires.

C. Enseignement supérieur

22. Plusieurs États ont indiqué dans leur réponse que les droits de l'homme étaient couramment enseignés dans de nombreuses universités, soit en tant que matière à part entière, soit en étant intégrés dans des cursus de sciences politiques, droit, histoire, lettres, philosophie, psychologie, théologie, sciences sociales et médecine ou encore sciences de l'éducation. En Slovénie, dans les Universités de Ljubljana et de Maribor les étudiants d'un certain nombre de départements bénéficient de cours sur la protection des droits de l'homme et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et le personnel de l'Université de Maribor reçoit une formation sur les droits de l'homme. La Serbie a indiqué que les étudiants en psychologie à l'Université de Belgrade ont différents cours sur l'éducation inclusive et l'enseignement mettant l'accent sur l'apprenant. La Commission afghane indépendante des droits de l'homme a collaboré étroitement avec le Ministère de l'enseignement supérieur et les universités pour donner effet à 51 mémorandums d'accord signés avec des universités et des instituts d'enseignement supérieur au cours de la deuxième phase du Programme mondial, ces accords visant à intégrer les droits de l'homme dans les cours et les programmes d'enseignement supérieur. Le Commissaire aux droits de l'homme d'Azerbaïdjan a mis en relief les cours sur les droits de l'homme et la problématique hommes-femmes dispensés dans les universités du pays et il a fait observer qu'il avait publié une compilation de conférences universitaires sur les droits de l'homme. Au Mexique, en 2015, des thèmes relatifs aux droits de l'homme figuraient dans les programmes de l'Université pédagogique nationale concernant l'éducation autochtone et la psychopédagogie, ainsi que dans certaines spécialisations. Des programmes et des supports pédagogiques sur l'égalité hommes-femmes, les droits de l'homme et l'éradication de la violence figurent en permanence dans l'ensemble des programmes d'étude de l'Université ouverte et d'enseignement à distance.

23. Le Centre finlandais des droits de l'homme a organisé une formation sur l'éducation aux droits de l'homme à l'intention des moniteurs de jeunes, en partenariat avec l'Université Haaga-Helia et il a tenu des conférences sur l'éducation aux droits de l'homme dans les Universités d'Helsinki et d'Oulu. Au Chili, l'Institut national des droits de l'homme et le réseau des équipes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ont mis au point dans le cadre d'un accord officiel entre le Ministère de l'éducation et l'Institut national (2016-2020), et grâce à un processus participatif, un module d'enseignement des droits de l'homme en s'appuyant sur les compétences d'universitaires de tout le pays. En 2015, au Nicaragua, le bureau du Médiateur pour la défense des droits de l'homme a organisé des activités de sensibilisation aux droits de l'homme au bénéfice de plus de 800 étudiants. En 2016, avec le soutien d'étudiants, il a également organisé des cours, des ateliers, des conférences et des forums à l'intention du grand public, qui ont touché plus de 9 000 personnes.

24. Certaines universités ont un département des droits de l'homme et de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et proposent des programmes de maîtrise et de doctorat dans ces domaines. La Turquie a cité 12 universités dans lesquelles de tels départements existent, six d'entre elles proposant des maîtrises en droits de l'homme et une (l'Université d'Hacettepe) proposant un doctorat. Le Commissaire aux droits de l'homme d'Azerbaïdjan a souligné la création d'une Chaire UNESCO sur les droits de l'homme et le droit de l'information au sein de l'Université d'État de Baku. En Fédération de Russie, un consortium d'établissements d'enseignement supérieur propose, en partenariat avec le HCDH, un programme de master en droits de l'homme ; en 2016, 92 étudiants sont sortis diplômés de six promotions de masters. Les universités allemandes offrent des masters en droit international des droits de l'homme, droit humanitaire, études sur le génocide, recherches sur la paix et les conflits et service social en tant que profession liée aux droits de l'homme. En Uruguay, une unité des droits de l'homme a été récemment créée au sein de l'Université de la République, l'université publique du pays. Au Guatemala, la Commission générale pour l'étude des droits de l'homme, composée d'autorités académiques, de professeurs, d'étudiants et de représentants du Service du Procureur, a été créée en 2016 à l'Université de San Carlos en vue de promouvoir l'étude des droits de l'homme au sein de cet établissement. En Argentine, différentes universités ont inclus les droits de l'homme dans les études supérieures et de troisième cycle : par exemple, l'Université de Buenos Aires a créé un centre des droits de l'homme au sein de sa faculté de droit afin de donner un nouvel élan à l'éducation aux droits de l'homme des professionnels du droit, et l'Université nationale de Lanús a conçu un séminaire transversal obligatoire pour tous ses étudiants sur la justice et les droits de l'homme.

25. Certaines institutions d'enseignement supérieur mènent des recherches sur l'éducation aux droits de l'homme et facilitent la constitution de réseaux dans ce domaine. La Commission nationale des droits de l'homme de Corée a conclu avec 12 universités un accord portant sur l'appui à la mise en place de centres de recherche sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et à la constitution de réseaux pour le partage des connaissances. En partenariat avec l'UNESCO et l'Organisation arabe des droits de l'homme, le Conseil national pour les droits de l'homme de l'Égypte a élaboré des orientations pour l'éducation de la jeunesse à la démocratie qui englobent les droits de l'homme et l'égalité hommes-femmes. Une formation à l'application des orientations sera organisée, tant au sein qu'en dehors des institutions éducatives, en collaboration avec le Ministère de l'enseignement supérieur, les conseils nationaux spécialisés, l'UNESCO et les organisations de la société civile. En 2015, au Mexique, le Ministère de l'éducation publique a mis au point des outils méthodologiques visant à faciliter l'intégration de la problématique hommes-femmes et de celle des droits de l'homme dans les programmes d'études supérieures en sciences sociales, humaines et médicales, ainsi que dans les programmes de troisième cycle en sciences sociales et humaines. En Azerbaïdjan, le Commissaire aux droits de l'homme a constitué un réseau d'éducation aux droits de l'homme qui fournit des informations sur les mécanismes relatifs à ce domaine et organise des conférences et des séminaires. En Allemagne, certains Länder disposent de programmes spécialement conçus pour l'éducation aux droits de l'homme dans le cadre desquels les départements universitaires jouent le rôle de conseillers. L'Institut néerlandais des droits de l'homme a fait état d'une collaboration entre des universités néerlandaises et flamandes en

vue d'intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans les programmes de travail social. Un réseau destiné à diffuser les bonnes pratiques et à promouvoir activement auprès de différentes universités une approche du service social fondée sur les droits de l'homme est en cours de constitution.

26. Il a aussi été fait état d'initiatives extra-universitaires en matière d'éducation aux droits de l'homme visant les étudiants, comme par exemple l'organisation, en 2016, par la Fédération de Russie, d'un concours national sur le contenu et la méthode de la formation des juristes, ou, en Hongrie, la remise d'une série de prix à des étudiants en droit par le Commissariat aux droits fondamentaux. L'Association des avocats de Russie et le HCDH ont également mis au point des jeux éducatifs visant à renforcer les connaissances et les compétences des enseignants, maîtres de conférences, fonctionnaires et responsables de l'application des lois en ce qui concerne la protection des droits de l'homme. En Inde, la Commission nationale des droits de l'homme a organisé des programmes de stage permettant aux étudiants d'approfondir leur connaissance des questions relatives aux droits de l'homme et des travaux de la Commission. De même, la Commission nationale des droits de l'homme de Corée organise des programmes de stage pour les étudiants en droit des douze universités avec lesquelles elle a signé des accords à cet effet. Le Commissariat aux droits fondamentaux de Hongrie a mis l'accent sur le programme de stage qu'il organisait depuis 2009 en partenariat avec des facultés de droit, pour permettre à des étudiants en droit de participer aux travaux du Commissariat dans le domaine des droits de l'homme et de mettre leurs connaissances en application grâce à des tâches qui leur sont confiées sous la supervision de membres du personnel.

27. En Allemagne, dans le contexte des mouvements de migrants et de réfugiés, tous les Länder ont déployé des efforts pour faciliter l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur et plusieurs initiatives étudiantes cherchent à faciliter leur intégration, dans la droite ligne de l'engagement en matière de droits de l'homme de l'université allemande. Plusieurs universités mènent en outre des travaux de recherche sur l'intégration des réfugiés. En Slovénie, la stratégie d'internationalisation de l'enseignement supérieur slovène (2016-2020) a servi de fil conducteur aux travaux du Centre pour la mobilité et les programmes européens d'éducation et de formation, organisme affilié au Ministère de l'éducation, qui a organisé en 2016 des sessions de formation à l'intention de 52 membres du personnel de quatre universités sur les thèmes des différences culturelles, des stéréotypes, de la communication interculturelle et de la résolution des conflits de culture.

D. Fonctionnaires

28. En ce qui concerne la formation aux droits de l'homme des fonctionnaires, le Défenseur du Peuple de l'Équateur a travaillé depuis 2014 à l'élaboration d'une méthodologie fiable reposant sur une approche participative et axée sur l'apprenant et l'apprentissage par l'expérience qui a été condensée sous la forme de lignes directrices, promue par le biais de la formation interne du personnel, et expliquée dans des guides méthodologiques tels que *Vivo mis derechos! Manual de implementación para facilitadores y facilitadoras (Vivent mes droits! Manuel d'application à l'usage des facilitateurs et facilitatrices)*. Dans le prolongement de ces activités, le Défenseur du Peuple a pu, par le biais de diverses activités éducatives, toucher en 2015-2016 plus de 36 000 personnes, notamment des fonctionnaires et des membres d'organisations de la société civile. En Uruguay, le Bureau national de la fonction publique et le Secrétariat aux droits de l'homme de la présidence de la République ont signé en 2016 un accord visant à renforcer les capacités des représentants de l'administration publique dans le domaine des droits de l'homme. Dans ce contexte, un programme sur les droits de l'homme dans les politiques publiques doit se dérouler en 2017, avec le soutien du Marché commun du Sud (MERCOSUR). L'institut néerlandais des droits de l'homme a apporté son soutien à la formation des professionnels travaillant dans le domaine social, notamment les agents municipaux, en créant du matériel pédagogique sur la protection des droits de l'homme au niveau local et en dispensant une formation sur l'application des droits de l'homme dans différents contextes. Le Honduras a mis en avant un projet pilote de 2016 à destination des conducteurs de transports en commun à Tegucigalpa et Comayagüela, qu'il a qualifiés de

cibles prioritaires de son programme de formation des fonctionnaires, du fait de leur contact régulier avec le public et notamment les groupes en situation de vulnérabilité. Ce projet a reçu une évaluation positive, et évoluera en 2017 vers un programme plus large. La Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée a mené une étude sur l'éducation aux droits de l'homme dans 64 instituts de formation de fonctionnaires et d'enseignants. En Argentine, le Ministère de la justice et des droits de l'homme a créé une « école des droits de l'homme » qui propose des activités éducatives organisées en coopération avec des associations locales et communautaires afin d'aborder les besoins des communautés, ainsi qu'un « campus » d'enseignement à distance offrant des cours sur les questions de droits de l'homme, notamment la pédagogie, la diversité sexuelle, l'interculturalité et les migrations.

29. Au Nicaragua, en 2015, le bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme a organisé des séminaires et des cours consacrés aux droits de l'homme à destination de plus de 4 000 fonctionnaires, notamment des Ministères de l'éducation, de la santé, de la famille, de l'intérieur et du travail, du Ministère public, des municipalités, de la compagnie nicaraguayenne de gestion des eaux, de la police nationale, de l'armée et de la Cour suprême. Il a également apporté son soutien à la formation des élèves des écoles de police et des écoles militaires aux droits de l'homme avant leur prise de fonctions. Au Maroc, le Ministère de la justice et des libertés a, par le biais de la formation, renforcé les capacités des personnels judiciaires responsables de la prise en charge des femmes et des enfants victimes de violences et de la traite, et le Ministère de la réforme de l'Administration et de la fonction publique a organisé des formations aux droits de l'homme destinées à ses fonctionnaires et à ceux des Ministères de l'intérieur, de la santé et des transports, notamment sur l'égalité des sexes, en coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme. Selon le bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme du Guatemala, entre 2008 et 2015, le Gouvernement a mené une série de programmes de formation des formateurs sur les questions de droits de l'homme à destination du personnel de l'École de formation du personnel pénitentiaire, de l'école de police, du Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale et de l'École d'études judiciaires. Environ 2 000 fonctionnaires ont participé à ces cours en 2016.

30. En Slovénie, toutes les activités de formation organisées par le centre de formation des personnels judiciaires du Ministère de la justice à destination des juges, des procureurs et des autres personnels judiciaires comprennent des cours sur la protection des droits de l'homme, qui fait aussi l'objet de formations spécifiques. Dans le cadre du programme de Formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit du Conseil de l'Europe, le centre a élaboré un cours en ligne et a organisé des formations sur le droit du travail pour les juges et les conseillers juridiques principaux. En Fédération de Russie, les fonctionnaires et les personnels judiciaires et des forces de l'ordre suivent régulièrement des formations avancées sur les droits de l'homme et les mécanismes internationaux qui y sont liés. La Turquie a indiqué qu'au moins 22 activités de formation consacrées aux droits de l'homme ont été organisées à l'intention des personnels judiciaires en 2015-2016, et que les personnes travaillant dans les secteurs de l'éducation, de la pédagogie, de la psychologie et de la sociologie ont bénéficié d'efforts similaires. La Commission nationale des droits de l'homme de l'Inde a organisé plusieurs programmes de formation aux droits de l'homme à destination des fonctionnaires, dont un, destiné aux personnels judiciaires relevant des districts, en coopération avec l'Institut indien de droit de New Delhi. Le Bureau du Commissaire aux droits fondamentaux de Hongrie a souligné qu'il coopérait depuis longtemps avec l'Association hongroise des juges administratifs afin de fournir aux juges des formations sur une large gamme de questions relatives aux droits de l'homme et aux pratiques judiciaires des juridictions concernées. En Égypte, le Conseil national pour les droits de l'homme a fourni aux juristes et au personnel du Ministère des affaires juridiques et parlementaires des formations sur les droits de l'homme, y compris en relation avec la gestion des élections parlementaires.

E. Agents des forces de l'ordre

31. Dans la plupart des réponses, il est indiqué que les droits de l'homme sont inclus dans la formation des agents des forces de l'ordre. En Italie, le Ministère de l'intérieur a signé avec l'Autorité nationale pour l'enfance et l'adolescence un mémorandum d'accord afin de promouvoir les activités de formation sur ce sujet et veiller à ce que les policiers, quel que soit leur grade, reçoivent une formation sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, ainsi que sur les méthodes d'enquête sur la maltraitance envers les enfants, la violence domestique, la violence sexiste et les actes discriminatoires. La Turquie a indiqué que les chefs de la police et les policiers travaillant à la Direction générale de la sécurité du Ministère de l'intérieur recevaient une formation aux droits de l'homme. De surcroît, un mémorandum d'accord a été signé en 2016 entre l'École nationale de police de Turquie et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui mettent en œuvre un ensemble de programmes de formation relatifs aux crimes inspirés par la haine. En Slovénie, les policiers et les employés du Ministère de l'intérieur reçoivent des formations sur les droits de l'homme.

32. Au Maroc, la formation aux droits de l'homme est incluse tant dans la formation initiale que dans la formation continue de la Gendarmerie royale et est renforcée par d'autres mesures, telles que des stages de formation thématiques, la distribution de documents sur le sujet, tels que la charte d'éthique et de conduite de 2015 et d'autres documents d'orientation, et par des inspections régulières. En 2016, la Direction générale de la sûreté nationale a procédé à une évaluation de son programme de formation aux droits de l'homme dans le cadre de la formation initiale de la police afin de l'améliorer, et a poursuivi ses activités de formation continue et de diffusion des orientations stratégiques sur les droits de l'homme. Les autres forces de sécurité, et en particulier les Forces auxiliaires, suivent des cours sur les droits de l'homme qui se concentrent sur les aspects tactiques et techniques de ces droits dans les procédures policières, ainsi que des cours thématiques, organisés en coopération avec des organisations concernées, par exemple, pour la traite des êtres humains, l'Organisation internationale pour les migrations. En Pologne, les droits de l'homme sont intégrés à chaque étape de la formation des policiers, y compris leur formation de base, leur formation universitaire, leurs cours spécialisés et leur formation continue. Cette formation comprend également des programmes thématiques, portant par exemple sur la lutte contre la discrimination et les crimes inspirés par la haine, la prévention des abus de pouvoir de la police et la promotion de l'égalité. En Azerbaïdjan, le Commissaire aux droits de l'homme a indiqué qu'il coopérait étroitement avec l'École de police sur le sujet des droits de l'homme. L'Institut néerlandais des droits de l'homme a relevé que l'École de police des Pays-Pays n'avait pas de modules spécifiquement consacrés aux droits de l'homme, mais que de nombreux programmes de formation destinés aux futurs policiers abordaient ces questions, par exemple en ce qui concernait les migrants et les victimes de la traite. La Fondation Anne Frank proposait aussi des formations aux droits de l'homme à destination de la police et des agents municipaux.

33. Parmi les documents soumis, on trouve plusieurs rapports sur la formation aux droits de l'homme du personnel pénitentiaire. La Commission des droits de l'homme de l'Ouganda a dispensé des formations aux droits de l'homme à la police, aux Forces de défense populaires, au personnel des services pénitentiaires et à l'Organisation de la sécurité intérieure, en se concentrant sur les normes relatives aux droits de l'homme intéressant particulièrement ces organes, notamment les garanties en cas d'arrestation et de détention, les principes concernant l'usage de la force et la prohibition de la torture. Le Commissaire aux droits de l'homme d'Azerbaïdjan a indiqué que le personnel des services pénitentiaires du Ministère de la justice, y compris le personnel médical, recevait une formation aux droits de l'homme. En Turquie, les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et les gendarmes suivent régulièrement des formations aux droits de l'homme, et ont la possibilité de participer à des conférences sur le sujet. En Israël, les droits de l'homme sont intégrés à la formation générale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, et font aussi l'objet de cours à part entière dispensés aux cadres et aux surveillants. Au Guatemala, le bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme a relevé un certain nombre de formation aux droits de l'homme qui sont dispensées aux

forces de sécurité dépendant du Ministère de l'intérieur et aux fonctionnaires de l'administration pénitentiaire en coopération avec des établissements universitaires, des agences gouvernementales et des organisations de la société civile.

34. Afin de répondre à l'afflux croissant de migrants et de réfugiés, plusieurs pays organisent des formations aux droits de l'homme destinées aux gardes frontière et aux gardes côte, souvent en coopération avec des organisations internationales. En coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations, la Turquie a organisé, à destination de tous les officiers du Service des gardes côte, des programmes de formation aux droits de l'homme des réfugiés et des migrants et à la protection des groupes vulnérables. En Israël, le personnel de l'Autorité de la population, de l'immigration et des frontières suit un cours de quatre semaines sur les réfugiés et les demandeurs d'asile, dans lequel sont incluses les questions de droits de l'homme. Le programme du cours a été élaboré par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Hebrew Immigrant Aid Society et le Département de la sécurité intérieure des États-Unis d'Amérique. En Égypte, le Conseil national des droits de l'homme a dispensé aux policiers et aux agents des services de l'immigration des formations sur les effets sociaux et psychologiques de la traite des êtres humains.

F. Armée

35. Plusieurs réponses font état de formations aux droits de l'homme à l'intention de l'armée. En Italie, les questions de protection des droits de l'homme font partie de la formation initiale et continue obligatoire des militaires. Le Commissaire aux droits de l'homme d'Azerbaïdjan a organisé des formations à destination des unités et institutions militaires des ministères de la défense, des affaires intérieures et des situations d'urgence, ainsi que dans les écoles militaires. Avec le soutien du PNUD, la Serbie a organisé des formations sur l'égalité des sexes et a intégré l'éducation aux droits de l'homme dans le programme des cadets de l'école militaire. En Pologne, le Ministère de la défense met l'accent sur l'organisation de formations aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, en particulier dans le contexte des conflits armés, de la protection des civils et du droit des réfugiés. En Israël, les activités de formation à destination des militaires portent sur les droits de l'homme, le droit des conflits armés, les pratiques en matière d'arrestation et de détention et les obligations légales envers les civils. La Commission afghane indépendante des droits de l'homme, dans le cadre du mémorandum d'accord qu'elle a signé en 2016 avec le Ministère de la défense et l'Université nationale de défense, a dispensé aux professeurs et aux étudiants de l'université des formations sur le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire international, et entend accorder la priorité à l'intégration du droit international des droits de l'homme dans le programme de l'université. En République de Corée, où les fusillades et les suicides dans l'armée ont récemment augmenté, la Commission des droits de l'homme a organisé des formations à destination des officiers de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air afin de promouvoir une culture des droits de l'homme dans l'armée. Au Guatemala, le bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme a organisé de nombreuses formations à destination du personnel militaire, des administrations publiques, du Comité international de la Croix-Rouge, de l'Institut pour l'éducation au service du développement durable et du Centre de recherche, de formation et de soutien aux femmes.

III. Actions au niveau national visant à promouvoir la formation aux droits de l'homme à l'intention des professionnels des médias et des journalistes

36. Plusieurs pays ont indiqué que des formations aux droits de l'homme étaient dispensées aux professionnels des médias et aux journalistes. L'Allemagne a mis en avant les programmes de formation sur le rôle des médias dans la promotion de la transparence, de la liberté d'expression et de l'accès à l'information et sur la diffusion d'informations relatives aux droits de l'homme et la déontologie du journalisme, et a encouragé les médias à adopter des directives déontologiques. Au Mexique, la Commission nationale des droits

de l'homme a lancé un programme consacré aux violations des droits des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, et fondé sur le droit national. La Commission a traité des cas spécifiques, mais a aussi travaillé avec des institutions universitaires et professionnelles nationales, dont la Commission nationale de la presse, les autorités nationales et locales et des ONG afin de mener des actions préventives, notamment des formations et des activités connexes à destination des journalistes, des fonctionnaires, des professeurs d'université, des étudiants, des professionnels du droit, des forces de l'ordre et du grand public. Depuis 2015, le bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme d'Équateur a travaillé à l'élaboration d'une méthode d'analyse du travail des médias et de ses conséquences dans le domaine des droits de l'homme lors d'un séminaire international regroupant environ 30 personnes, professionnels des médias et membres de l'institution nationale de défense des droits de l'homme. Il a ensuite adapté cette méthode d'analyse à l'Équateur. Il a également organisé, en coopération avec le HCR, la campagne *Inspiras dignidad*, et notamment une série de formations à destination des journalistes et des professionnels des médias dans tout le pays. Ces formations, qui se concentraient sur la lutte contre la discrimination et la violence, utilisaient des méthodes participatives et comprenaient des études de cas et des analyses de produits médiatiques.

37. En Slovénie, l'Association des journalistes slovènes a reçu le soutien du Ministère de la culture pour organiser des formations sur plusieurs questions, dont la déontologie du journalisme et la manière de publier des informations sur les groupes vulnérables, notamment les femmes victimes de violence. En partenariat avec l'UNESCO et le Conseil de l'Europe, le Ministère de la justice du Maroc a planifié des formations à destination des professionnels des médias qui doivent avoir lieu en 2017. Le Qatar, par le biais du Centre de Doha pour la liberté des médias, a apporté son soutien aux journalistes et aux organes de presse qui avaient été maltraités en raison de leur activité professionnelle. Ce soutien comprenait des formations sur les questions de sûreté et de sécurité à l'intention des journalistes travaillant dans des zones de conflit ou dans des lieux où le droit à la liberté d'expression et d'opinion avait été menacé. L'Institut danois des droits de l'homme a répertorié les formations sur les droits de l'homme dispensées aux journalistes au Danemark, et a rencontré le Syndicat danois des journalistes pour échanger à ce sujet.

38. Certaines réponses mentionnent des formations au niveau universitaire. En Argentine, certaines universités proposaient, en coopération avec des ONG et des services publics, des programmes de deuxième ou troisième cycle consacrés à la communication et aux droits de l'homme, ainsi que des séminaires et d'autres initiatives à destination des journalistes. Au Maroc, des modules consacrés aux droits de l'homme ont été inclus dans les programmes des étudiants de premier et deuxième cycle de l'Institut supérieur de l'information et de la communication, qui forme des professionnels des médias.

39. Certains pays indiquent avoir élaboré du matériel pédagogique. Par exemple, la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée a conçu des manuels et des guides à destination des journalistes et des professionnels des médias, notamment le Guide du journalisme et des droits de l'homme de 2016, et des activités de formation sur ces questions. La Commission organise également, depuis 2010, une conférence annuelle sur les droits de l'homme afin de permettre aux journalistes de sensibiliser le public à leur rôle dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

40. Certaines réponses ont mentionné des initiatives visant à promouvoir le dialogue et la coopération entre les médias et d'autres acteurs. Au Philippines, la Commission des droits de l'homme a signé un mémorandum d'accord avec le Conseil de surveillance des films et programmes télévisés afin de développer la formation aux droits de l'homme à destination des professionnels des médias. La Commission a commencé par organiser un groupe de discussion comprenant des professionnels des médias et des représentants du monde universitaire, des ONG et des agences gouvernementales afin d'identifier les priorités et d'encourager le partage des bonnes pratiques. La Commission afghane indépendante des droits de l'homme et le Commissaire aux droits de l'homme d'Azerbaïdjan ont organisé des conférences afin de promouvoir le dialogue entre les journalistes de la presse nationale et internationale, les professeurs d'université et les représentants des administrations nationales et locales sur les questions de liberté de la

presse et sur les difficultés auxquelles se heurtent les journalistes dans le domaine des droits de l'homme. Au Maroc, en 2012, le Ministère de la communication a engagé un dialogue avec des associations professionnelles de médias et une large coalition d'ONG nationales des droits de l'homme sur le thème de la communication et de l'information du public, et a entrepris d'améliorer la législation concernant la liberté d'opinion et d'expression.

41. Certaines réponses ont souligné la nécessité de sensibiliser les journalistes aux questions de droits de l'homme à prendre en compte lorsqu'ils abordent des sujets concernant des groupes vulnérables. En Serbie, le Bureau des droits de l'homme et des droits des minorités a aidé 59 organisations de la société civile à mettre en œuvre des politiques nationales contre la discrimination en menant des projets à destination des médias et des journalistes réalisant des reportages sur les droits de l'homme et sur des groupes sociaux spécifiques. Le Ministère de la culture et de l'information a également soutenu des projets visant à former les journalistes des médias locaux à la manière d'aborder les droits de l'homme des personnes handicapées et à traiter les sujets concernant les communautés lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre avec davantage de professionnalisme et de déontologie. En outre, l'Association des journalistes de Serbie a organisé, en coopération avec l'UNICEF, un cours sur la promotion de l'accès à l'éducation des enfants issus de groupes vulnérables par le biais de la médiatisation. L'Allemagne a aidé 270 médias communautaires, dans 20 pays, à renforcer la liberté d'expression et l'accès à l'information des groupes en situation de vulnérabilité, a formé 1 400 personnes au journalisme citoyen et a soutenu l'organisation, sur les campus d'universités locales, de programmes de formation aux droits de l'homme à destination de journalistes travaillant en zone rurale.

42. En ce qui concerne les réfugiés et les migrants, en Grèce, le Secrétariat général des médias et des communications a organisé, à destination des médias et des services de communication, des activités de formation sur les droits des réfugiés, y compris sur la protection des droits des enfants réfugiés dans la couverture médiatique de leur situation. La Slovénie a mis en avant le travail de l'Institut pour la paix, une ONG qui informe les journalistes sur les droits de l'homme des réfugiés et des migrants. En Hongrie, le Commissariat aux droits fondamentaux a coopéré avec le Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe pour former les jeunes journalistes aux droits de l'homme, et notamment aux droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, en organisant un séminaire international intitulé *Diversity voices*. L'Allemagne a en outre soutenu des projets d'utilisation des médias à l'intention des personnes vivant dans les camps de réfugiés, afin de permettre à celles-ci d'accéder à des plateformes numériques pour partager des informations, des nouvelles et des contenus éducatifs.

43. Les activités de formation ont également porté sur l'égalité des sexes. En 2016, par exemple, le Secrétariat général des médias et des communications de Grèce a signé un mémorandum de coopération avec le Centre de recherche pour l'égalité des sexes afin de promouvoir cette égalité dans les médias, notamment au moyen d'une enquête sur les stéréotypes sexistes dans les médias grecs, de l'élaboration, à destination des professionnels des médias, d'un manuel sur la représentation équitable et l'inclusion des femmes et des hommes dans les reportages et les contenus diffusés, ainsi que d'une offre de formation sur l'égalité et la non-discrimination à destination des professions apparentées. Un autre domaine thématique mentionné par les pays qui ont répondu était celui du respect des droits de l'homme dans la couverture des conflits. Le Centre de Doha pour la liberté des médias a formé des journalistes travaillant dans des zones de conflit, et l'Allemagne a aidé 181 organismes de médias, dans 10 pays, à effectuer les reportages sur les crises et les conflits en montrant davantage de sensibilité aux réalités locales.

IV. Conclusions

44. **Il ressort des informations réunies dans le présent rapport que des efforts importants ont été faits dans certains pays depuis 2015 dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme, et qu'ils ne s'inscrivent pas nécessairement dans une stratégie élaborée dans le contexte spécifique du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.**

45. On peut observer plusieurs évolutions positives. Par exemple, des stratégies sectorielles globales ont été adoptées quant à l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire alors que les actions menées, souvent dans le contexte de réformes, ont été au-delà de l'élaboration des programmes et ont touché à la politique éducative, à la formation des enseignants et des autres personnels éducatifs aux droits de l'homme et au développement de la recherche et des activités extrascolaires. De surcroît, certains efforts de formation aux droits de l'homme ont été faits dans le cadre de stratégies plus larges visant à aborder les questions de droits de l'homme dans des contextes spécifiques, avec des axes thématiques communs (tels que la migration, le genre et la diversité), et l'utilisation de méthodes participatives et centrées sur l'apprenant. La coopération entre les acteurs nationaux – entités gouvernementales, institutions nationales des droits de l'homme, organisations de la société civile et monde universitaire – et entre ceux-ci et les organisations régionales et internationales semble être un élément récurrent et prometteur.

46. Les réponses apportées ont également débouché sur de nouveaux défis, notamment en ce qui concerne la formation des professionnels, par exemple la confrontation entre mise en œuvre d'initiatives de formation ponctuelles et stratégies globales, ou l'évaluation et le suivi inadéquats des processus de formation. En outre, la formation aux droits de l'homme des journalistes et des professionnels des médias semble moins développée que celle de publics plus « traditionnels » tels que les forces de l'ordre. À cet égard, les pays interrogés ont notamment mentionné le manque de politiques nationales et l'absence de désignation d'organisations responsables.

47. À mi-parcours de la troisième phase du Programme mondial, il est important de tirer des leçons des bonnes pratiques soulignées ci-dessus, de s'appuyer sur celles-ci et de continuer à utiliser le plan d'action (A/HRC/27/28) comme un outil méthodologique et un point de repère pour établir un bilan et élaborer les actions futures.

Annexe

Liste des gouvernements et des institutions ayant répondu

<i>Gouvernements</i>	<i>Institutions nationales de défense des droits de l'homme</i>
Allemagne	Afghanistan
Bolivie (État plurinational de)	Argentine
Bosnie-Herzégovine	Azerbaïdjan
Chili	Danemark
Égypte	Égypte
Fédération de Russie	Équateur
Grèce	Finlande
Honduras	Guatemala
Israël	Hongrie
Italie	Inde
Maroc	Mexique
Mexique	Nicaragua
Monaco	Pays-Bas
Namibie	Philippines
Pologne	Ouganda
Qatar	République de Corée
Serbie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Slovénie	Slovaquie
Turquie	
Uruguay	